

Gérard-François DUMONT¹



L'UKRAINE FACE À LA GUERRE ET LA GÉOPOLITIQUE DES POPULATIONS

Résumé : Comprendre la situation de guerre en Ukraine depuis 2014 suppose d'abord de préciser sept paramètres géopolitiques essentiels des populations de ce pays. Les facteurs explicatifs du passage d'un conflit sécessionniste à l'élargissement de la guerre à la suite de l'invasion de la Russie sont ensuite étudiés. Les composantes démographiques, élément essentiel du conflit et de son évolution, concourent à éclairer des analyses prospectives.

Mots clés : Ukraine ; Russie ; Crimée ; guerre ; géopolitique ; population ; géopolitique des populations ; indépendance ; Seconde Guerre mondiale ; diasporas ; frontières ; religion ; langue

Abstract: *Understanding the war situation in Ukraine since 2014 involves first clarifying seven key geopolitical parameters of the people of Ukraine. The explanatory factors of the transition from a secessionist conflict to the expansion of the war following the invasion of Russia are then studied. The demographic components, an essential element of the conflict and its evolution, help to clarify prospective analyses.*

Keywords: *Ukraine; Russia; Crimea; war; geopolitics; population; geopolitics of populations; independence; World War II; diasporas; borders; religion; language*

DANS LE CADRE DU PROCESSUS D'IMPLOSION de l'Union soviétique acté en 1991, la séparation étatique entre la Russie et l'Ukraine équivalait à un divorce par consentement mutuel compte tenu de différents accords alors passés entre la Russie et l'Ukraine. Ensuite, tout particulièrement à compter de la révolution orange de 2004 puis du sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008, sommet au cours duquel les demandes d'adhésions de l'Ukraine et de la Géorgie sont considérées

1. Ancien recteur, Professeur à Sorbonne Université, Président de la revue *Population & Avenir* www.population-demographie.org/revue03.htm

comme essentielles bien que reportées à la demande de la France et de l'Allemagne, il a pris nettement un caractère très conflictuel.

Cela a débouché sur un conflit militaire dans l'est de l'Ukraine en 2014, puis sur l'agression militaire russe du 24 février 2022, donc une situation de guerre ouverte entre deux pays qu'il appartient d'analyser en termes géopolitiques. Ce n'est pas aisé car, depuis cette date, dans les pays européens et singulièrement en France, domine ce que nous pouvons appeler une « étrange géopolitique » pour utiliser l'adjectif du livre de Marc Bloch² expliquant les raisons de la défaite française de 1940. Nombre de personnes présentées dans les médias comme des experts en géopolitique, au lieu d'analyser finement les causes du conflit, les rapports de force et les évolutions possibles, multiplient des jugements de valeur selon une approche morale et une rhétorique unilatérale qui risque de participer à l'aggravation des tensions et de concourir à des risques d'élargissement du conflit.

Lorsque Clausewitz parlait de la « montée aux extrêmes », il l'associait à la « guerre absolue », à un emploi illimité de la force, donc à la guerre dans sa théorie. Mais il considérait que la « guerre réelle » ne peut pas monter aux extrêmes, qu'elle est nécessairement limitée. Dans la première année qui a suivi l'agression russe de février 2022, il n'y a pas eu de montée aux extrêmes au plan de la guerre, puisque de nombreuses armes n'ont pas été utilisées, d'un côté comme de l'autre. En revanche, il y a eu de nombreuses montées aux extrêmes dans les discours des protagonistes, ce qui n'est guère étonnant pour des responsables politiques voulant motiver leurs troupes, leurs peuples et leurs soutiens. Le plus surprenant a été la « montée aux extrêmes » de nombre de commentateurs, certains allant jusqu'à considérer qu'il fallait faire disparaître la Russie, donc rayer de la carte le pays le plus vaste du monde et sa population.

Pourtant, la géopolitique n'est pas une discipline dont l'objet est de donner des bons ou des mauvais points, de désigner des bons – totalement bons – et des méchants – totalement méchants, alors que la réalité est toujours complexe. Ce n'est pas parce que Hitler était un dictateur sanguinaire et assoiffé de victoires que tous les militaires allemands étaient des méchants. N'est-ce pas le général Von Choltitz, dernier gouverneur militaire du Paris occupé, qui, en août 1944, épargna Paris en désobéissant à l'ordre de Hitler d'en faire un « morceau de ruines » ?

La géopolitique consiste à étudier les rivalités de pouvoirs ou d'influence sur des territoires et sur les populations qui y vivent. Quant à la géopolitique des

2. Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, témoignage écrit en 1940, Paris, réédition Gallimard, 1990.

populations, elle étudie les interactions entre la situation et les évolutions des populations et les rivalités de pouvoirs ou d'influence sur des territoires. Dans ce dessein, il convient d'abord de préciser le contexte général des populations habitant ces territoires qui forment l'Ukraine. Les tensions engendrant un conflit militaire en 2014 puis son élargissement sont ensuite étudiées. En troisième lieu, la mesure des dynamiques de population apporte des éclairages et permet enfin de dresser quelques éléments prospectifs.

Sept paramètres géopolitiques essentiels

Un premier paramètre géopolitique suppose de considérer les atouts perdus par Moscou avec l'indépendance de l'Ukraine.

La perte par Moscou d'un important peuplement et de ses atouts

Durant toute l'existence de l'URSS, qui se disloque en 1990-1991, l'Ukraine n'est que l'une des quinze républiques socialistes soviétiques. Mais son importance est essentielle au moins pour quatre raisons. D'abord, l'Ukraine était, après la Russie, la composante la plus peuplée de l'URSS. Ensuite, compte tenu de la qualité de ses terres et de ses ressources en charbon, elle fournissait à l'URSS des quantités élevées de produits agricoles, des sources d'énergie et des productions industrielles liées à ses sources d'énergie. En troisième lieu, comme l'Ukraine disposait d'une longue façade littorale sur la mer Noire, elle offrait à l'URSS une ouverture maritime essentielle aux mers chaudes, notamment par le port de Sébastopol situé en Crimée. Enfin, l'Ukraine était membre fondateur de l'ONU en 1945 et, comme sa politique étrangère était totalement téléguidée par Moscou, elle a donné systématiquement à l'URSS, pendant 45 ans, une voix³ en sa faveur à l'assemblée générale de l'ONU.

En outre, l'Ukraine conserve une place à part dans la perception de la Russie. Bien qu'elle l'ait acceptée dans le contexte de la dislocation de l'URSS, la Russie a tendance à considérer l'indépendance ukrainienne comme une amputation géographique et identitaire pour plusieurs raisons culturelles, géographiques et humaines.

D'abord, les Russes considèrent Kiev comme la capitale du premier État russe, avant les invasions mongoles du Moyen Âge. Et, effectivement, nombre de territoires aujourd'hui ukrainiens ou russes ont dû poursuivre des objectifs géopolitiques semblables, en luttant contre les Tatars-Mongols qui les avaient envahis et assujettis au milieu du XIII^e siècle.

3. Une seconde république socialiste soviétique, la Biélorussie, donnait le même atout à Moscou.

En outre, dans la partie de l'Ukraine située à l'est du Dniepr, les personnes sont souvent d'origine ou d'ethnie russe, notamment dans les régions les plus orientales, sur le bassin houiller et industriel de Donetsk. Et Moscou se considère comme l'interprète des « pieds rouges », c'est-à-dire des Ukrainiens d'ethnie russe qui ont le sentiment d'être russes ou considèrent le russe comme leur langue. Enfin, pour la Russie, la question de la Crimée, que nous précisons plus avant, est toujours restée très sensible.

Aussi, en 2007, écrivions-nous : « Finalement, selon la Russie, les frontières internationales de l'Ukraine, façonnées par l'URSS, sont considérées comme un handicap car elles privent la Russie d'un plus large accès à la mer Noire, sachant en outre que la mer d'Azov est une mer assez fermée et dont la côte est marécageuse. La Russie souhaiterait donc continuer à bénéficier de relations privilégiées avec l'Ukraine, d'où l'importance des troupes russes stationnées en Ukraine ou autour d'elle, troupes qui n'exercent pas qu'un rôle symbolique et qui pourraient, en cas de besoin, être employées comme une menace par la Russie »⁴.

Un peuplement dans des frontières largement issues de la Seconde Guerre mondiale

Concernant les frontières géographiques de l'Ukraine telles que validées en 1991, trois éléments principaux sont à prendre en compte, sachant que l'Ukraine est un territoire de confins, sans limites géographiques aisément décelables, soumis à des influences variées au cours des siècles (carte 1⁵). À l'ouest de l'Ukraine, les frontières correspondent à l'avancée de l'armée rouge à la fin de la Seconde Guerre mondiale et donc à la décision de Moscou d'intégrer à l'URSS des territoires souvent conquis contre l'armée allemande qui les avaient précédemment occupés. Ainsi la Galicie ukrainienne, dont la capitale est Lviv, à nouveau polonaise à partir de 1918, annexée par l'Union soviétique en 1939, sous domination allemande à partir de 1941, reconquise en 1944 par l'armée rouge et rattachée à l'Union soviétique par les accords de Yalta. Le caractère occidental de cette Galicie ukrainienne, qui est le cœur de la religion uniaste qui reconnaît l'autorité du pape de Rome, explique que certaines formulations des frontières souhaitées de l'Union européenne conduisent à dire de la Galice (espagnole) à la Galicie, variante d'une

4. Dumont, Gérard-François, « L'Ukraine est-elle pour la Russie un pays étranger ? » dans : Wackermann, Gabriel (direction), *La Russie*, Paris, Ellipses, 2007.

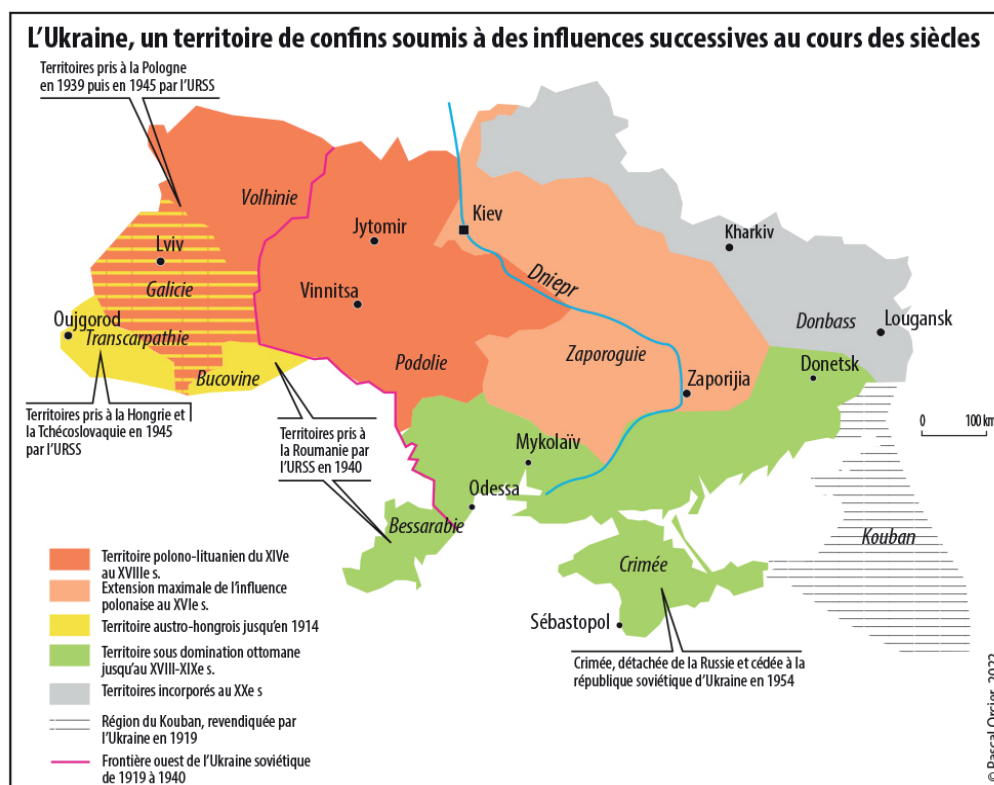
5. Orcier, Pascal, « Guerre en Ukraine : quelques clés sur un conflit en cours », *Géococonfluences*, mai 2022.

autre formulation couvrant un spectre assez semblable, soit de Brest à Brest-Litovsk (en Biélorussie depuis la Seconde Guerre mondiale après expulsion des Polonais).

À l'extrême ouest de l'Ukraine, la Transcarpatie correspond à des territoires pris par Moscou à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie en 1945. Quant à la Bucovine, sa moitié septentrionale est un territoire pris à la Roumanie en 1940 au profit de l'Ukraine. Il en est de même au sud de la Bessarabie, dont la partie la plus proche du littoral de la mer Noire – le Budjak –, a été affecté par Moscou à l'Ukraine, privant ainsi la Moldavie, pourtant république socialiste soviétique de l'URSS depuis 1924, de tout accès à la mer Noire et au delta du Danube.

La deuxième particularité des frontières de l'Ukraine concerne le Donbass et d'autres régions nord-orientales qui ont été historiquement russes.

Carte 1. L'Ukraine, un territoire de confins et la géographie historique contemporaine de ses frontières



En troisième lieu, il faut souligner le cas de la Crimée, dernier territoire à avoir été inclus dans la république soviétique d'Ukraine en 1954. Vaste presque île de 25 881 km²⁶, la Crimée se voit occupée au XII^e siècle par des Tatars dépendant du khanat de la horde d'or. À la fin du XV^e siècle, elle passe sous la suzeraineté de l'Empire ottoman alors que les Tatars remontent les grands fleuves à l'ouest et à l'est de la Crimée, le Dniepr et le Don, pour envahir des régions russes à plusieurs reprises. En 1774, la Russie parvient à infliger une défaite à l'empire ottoman : c'est la fin de la guerre russo-turque de 1768-1774 qui se conclut le 21 juillet 1774 par le traité de Kuçuk Kaynarca, signé par la Russie et l'empire ottoman, qui reconnaît la souveraineté de la Russie sur la Crimée, acquise en fait depuis 1654. Et, au fil des décennies, le littoral de la Crimée exerce un rôle stratégique essentiel dans le dispositif maritime russe.

En 1921, après la guerre civile de 1917-1920 et la succession de plusieurs gouvernements « blancs » et « rouges », Moscou instaure une République socialiste soviétique autonome de Crimée. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Crimée subit quatre ans d'occupation allemande qui se terminent avec l'avancée et la victoire des troupes soviétiques. En mai 1944, Staline accuse les habitants de Crimée, tout particulièrement la population tatare, de collaboration collective avec les Allemands. Cette accusation est injuste même si, comme dans les pays baltes, certains ont pu penser un temps que l'arrivée des armées du III^e Reich allait leur donner la possibilité de se libérer du totalitarisme communiste. S'appuyant sur cette accusation mensongère, d'une part, Moscou déporte en masse vers l'Asie centrale les Tatars ainsi que les Allemands, les Arméniens et les Grecs vivant dans la péninsule de Crimée. D'autre part, toujours en 1945, la Crimée est ravalée du rang qu'elle avait avant la guerre de République socialiste soviétique autonome à celui de simple oblast, division administrative. Cette décision est humiliante pour la Crimée même si elle relève plutôt de la symbolique puisque l'adjectif autonome n'engendrait que peu d'effets pour la gouvernance des territoires inclus dans une URSS totalitaire⁷.

6. Soit environ cinq départements français de taille moyenne.

7. A l'origine en 1922, quatre républiques (la République socialiste fédérative soviétique de Russie – RSFSR –, les Républiques socialistes soviétiques – RSS – d'Ukraine et de Biélorussie, ainsi que la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie) ont signé la déclaration de création de l'URSS, ou Union des républiques socialistes soviétiques. Au fil du temps, de nouvelles républiques les ont rejointes jusqu'au nombre final de quinze républiques fédérées (chacune devenue indépendante depuis la dislocation de l'URSS). Au sein de ces républiques, on comptait une vingtaine de républiques autonomes (dont la Crimée au sein de la Russie de 1921 à 1945), 8 régions autonomes et 10 territoires autonomes.

Une vingtaine d'années plus tard, en 1954, pour le tricentenaire du « rattachement » de l'Ukraine à l'empire russe, Khrouchtchev offre la Crimée à l'Ukraine, transférant l'oblast de Crimée à la République socialiste soviétique d'Ukraine. « C'est en réalité une simple décision administrative sans signification politique, le transfert d'un département à une autre région dans un État extrêmement centralisé »⁸. Mais, de ce fait, en 1991, lors de la dislocation de l'URSS, la Crimée demeure partie d'une Ukraine désormais indépendante.

Une population bénéficiant d'atouts géographiques propres

Compte tenu de ses frontières arrêtées en 1945 puis en 1954, l'Ukraine a la possibilité d'exercer sa propre souveraineté sans en référer à Moscou. S'il est vrai que l'Ukraine partage une longue frontière avec la Russie, sa position géographique ne la rend pas *a priori* dépendante de ce voisinage pour ses échanges économiques. En effet, à l'ouest, l'Ukraine dispose de frontières avec trois pays membres de l'Union européenne depuis le 1^{er} mars 2004 : la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, soit 700 kilomètres au total. Au sud-ouest, la frontière de l'Ukraine avec la Moldavie est préoccupante dans la mesure où elle se trouve sur sa plus grande partie au contact de la région moldave de Transnistrie, où règne de fait un régime dépendant de Moscou. Mais l'Ukraine dispose en outre d'une longue frontière avec la Roumanie, entrée à son tour dans l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007, d'une part dans les Carpates centrales et en Bucovine, d'autre part en s'avancant jusqu'au delta du Danube.

L'Ukraine n'est donc nullement enclavée. Elle dispose aussi d'un littoral sur la mer Noire et, donc, de ports susceptibles de développer des échanges en mer Noire puis en Méditerranée *via* le Bosphore, puis en Atlantique *via* le détroit de Gibraltar, ou dans l'océan Indien *via* le canal de Suez. Contrôlant un pan de la côte septentrionale de la mer Noire, même si la guerre a (temporairement ?) réduit ce pan, l'Ukraine ne connaît donc en rien les difficultés de l'enclavement qui pourraient risquer de la rendre dépendante de la Russie pour ses échanges. Autrement dit, même la frontière fermée avec la Russie et la Biélorussie en raison du conflit militaire, et des particularités de l'utilisation de la mer Noire pour la même raison, l'Ukraine reste ouverte par ses longues autres frontières.

Une population majoritairement motivée pour l'indépendance

Quatrième paramètre géopolitique essentiel, le processus d'indépendance, définitivement acquise après le référendum du 1^{er} décembre 1991, n'est pas le résultat

8. Sokoloff, Georges, « Les racines du conflit », *Politique internationale*, n° 144, été 2014.

d'un changement géopolitique brutal qui aurait signifié un divorce hâtivement décidé, mais s'inscrit dans une période qui s'étend *grosso modo* sur deux années.

Au moment où l'Union soviétique est dans sa période de *perestroïka*⁹, en 1989, est fondé en Ukraine un mouvement citoyen intitulé Mouvement populaire d'Ukraine, connu sous le nom générique de Roukh (*roukh* signifiant « mouvement » en langue ukrainienne), dans le but d'établir un État ukrainien indépendant et démocratique. Dès mars 1990, ce mouvement¹⁰ remporte un net succès électoral au sein du « Bloc démocratique » lors des élections au Soviet suprême, l'équivalent du Parlement dans le système communiste.

Compte tenu de l'importance prise par ce mouvement et du fait qu'une partie des communistes ukrainiens joignent leurs voix aux indépendantistes, en juillet 1990 le Soviet suprême déclare la souveraineté de la république socialiste soviétique d'Ukraine, dans un cadre confédéral, ce qui revient à demander la cessation de l'organisation centralisée qui caractérise l'URSS. Ce même mois de juillet, le 23, Leonid Kravtchouk devient Président du conseil suprême de cette république socialiste d'Ukraine. Ce nouveau président, après avoir confirmé son souhait de la fin de l'URSS, quitte le Parti communiste (PC) ukrainien. Le mois suivant, le 24 août 1990, le Soviet suprême ukrainien déclare l'indépendance transitoire de la république et, le lendemain, vote la confiscation des possessions du PC ukrainien. Puis le 27 août 1990, il déclare l'Ukraine puissance non nucléaire et s'engage à remettre ses armes nucléaires à la Russie avant juillet 1992.

Pourtant, en ce mois d'août 1990, la république socialiste soviétique d'Ukraine existe toujours avec le même Premier ministre depuis 1987, Vitaly A. Masol. Or, des manifestations qui se déploient en faveur de l'indépendance complète, réunissant par exemple le 15 septembre 1990 plus de 50 000 personnes à Kiev, demandent la démission du Premier ministre. Aussi, le 17 octobre 1990, le président Leonid Kravtchouk renvoie-t-il celui-ci. Rythmé par d'autres manifestations périodiques, le processus de détachement de l'URSS et d'indépendance se poursuit.

L'année suivante, le 23 août 1991, le pays demande à l'ONU de remplacer son intitulé au sein de cette organisation « République socialiste soviétique d'Ukraine » par « Ukraine ». Le 24 août 1991, la déclaration d'indépendance, votée à l'unanimité

9. *Perestroïka*, qui signifie en russe « reconstruction », « restructuration », est le nom donné aux changements économiques et sociaux mis en œuvre sous Gorbatchev en URSS de 1987 à décembre 1991, date de la fin de l'URSS.

10. Ce Mouvement est ensuite devenu un parti politique ukrainien avec des résultats électoraux variables après son rôle essentiel lors du processus d'indépendance.

par le Parlement, permet le retour officiel de la langue ukrainienne comme langue autorisée.

Le 1^{er} décembre 1991, l'Ukraine organise un référendum qui donne 92,3 % des électeurs en faveur du « oui » à l'indépendance du pays, contre seulement 7,7 % s'y opposant, un résultat d'autant plus incontestable que le taux de participation s'est élevé à 84,2 %. Néanmoins, si le *oui* a été en tête dans toutes les régions du pays, il n'a atteint que 54 % en Crimée. Le même jour, se déroule la première élection présidentielle de l'Ukraine indépendante avec six candidats en lice qui ont tous recommandé le « oui » au référendum. Leonid Kravtchouk, ancien membre « pro-souveraineté » du parti communiste, est élu.

La reconnaissance internationale de l'indépendance de l'Ukraine, qui n'a pas besoin de l'approbation de l'ONU puisque le pays en fait déjà partie, est confirmée avec l'accord de Minsk du 8 décembre 1991, signé par les présidents russe, ukrainien et biélorusse, qui dissout l'URSS et crée une organisation dont l'intitulé inclut l'adjectif « indépendant » : la Communauté des États indépendants.

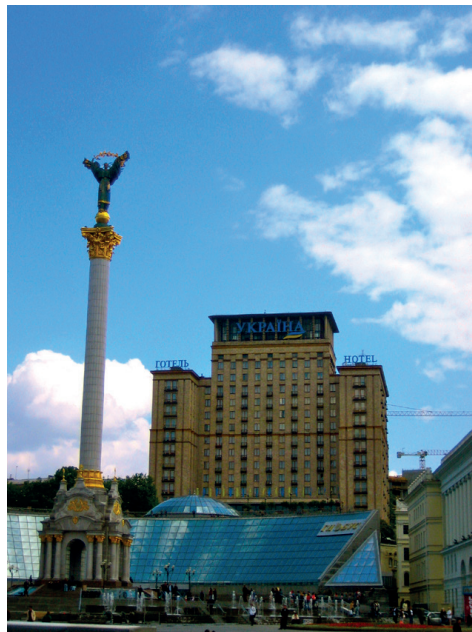
L'année suivante, l'Ukraine affirme l'indépendance de sa politique étrangère vis-à-vis de Moscou en restant à l'écart d'un traité de sécurité collective (TSC ou encore Traité de Tachkent) signé le 15 mai 1992 par six États, anciennes républiques de l'URSS (Russie, Kazakhstan, Arménie, Tadjikistan, Kirghizistan et Ouzbékistan). Puis les démarches internationales de Kiev aboutissent, le 5 décembre 1994, au Mémoire de Budapest sur les garanties de sécurité, selon lequel la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni s'engagent, en contrepartie de l'adhésion de l'Ukraine au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et du transfert de son arsenal nucléaire à la Russie (normalement en vue de son démantèlement) à respecter l'indépendance et la souveraineté ukrainiennes dans ses frontières actuelles, à s'abstenir de toute menace ou usage de la force contre l'Ukraine et à s'abstenir d'utiliser la pression économique sur l'Ukraine en vue d'influencer sa politique.

Trois ans plus tard, l'Ukraine illustre son rejet de la Communauté d'États indépendants (CEI) par un « décret sur la stratégie d'intégration dans l'Union européenne », signé en 1997 par le Président Koutchma.

Photographie 1. La place principale de Kiev dénommée place de l'indépendance depuis 1991 après avoir eu plusieurs noms au cours de l'histoire dont « place soviétique ».
© Gérard-François Dumont, 2006.



Photographie 2. À gauche, La colonne de l'indépendance construite en 2001 pour les dix ans de l'indépendance de l'Ukraine. La statue à son sommet est celle la déesse païenne Berehinya-Oranta, protectrice de la maison et de la famille. Elle est vêtue du costume national ukrainien et tend vers le ciel une branche de violette, symbole de l'Ukraine. Au centre, le haut bâtiment qui ferme la place au sud est l'hôtel Ukraine, construit en 1961 et qui s'appelait avant l'indépendance hôtel Moscou
© Gérard-François Dumont, 2006.



Le droit à la mémoire d'une population meurtrie

Un autre paramètre géopolitique né avec l'indépendance tient à la possibilité du droit à la mémoire et, en particulier, celui de commémorer ce que les Ukrainiens appellent « l'Holodomor ». Cet « Holodomor » ou « extermination par la faim » dont souffrit l'Ukraine soviétique au début des années 1930 atteignit son paroxysme pendant l'hiver 1933. Il est aussi désigné sous le vocable de « famine artificielle » car le manque de vivres en Ukraine y résulta non d'un désastre naturel, comme une sécheresse, de graves inondations ou une invasion de sauterelles, mais de la confiscation par l'État soviétique des denrées alimentaires indispensables pour la population locale. Enlevés aux producteurs, les céréales et les autres produits agricoles furent emmagasinés sous bonne garde en Ukraine, puis transportés en Russie, ou vendus en Europe. Il en résulta une terrible famine dont le nombre de victimes est évalué entre quatre et six millions de personnes. Dans ce dessein, Staline accentua la collectivisation de l'agriculture ukrainienne puisque des récoltes rassemblées dans les entrepôts communs étaient plus faciles d'accès pour les autorités qu'éparpillées dans les fermes individuelles. L'État soviétique pouvait ainsi prélever la quantité de « blé commercial » voulue, sans tenir compte des besoins de la paysannerie. Moscou utilisa donc l'Ukraine comme « grenier » de la Russie lui permettant aussi des exportations. Parallèlement, des dirigeants ukrainiens opposés à cette politique furent mis en prison, voire tués, et des paysans déportés après la confiscation de leur propriété, ce qu'on appelle la « dékoulakisation ». Dans le même temps, la terreur soviétique visa une partie des intellectuels ukrainiens, accusés de nationalisme.

Photographie 3. Le monument aux victimes « de la famine » de 1932-1933 de l'Holodomor à Kiev (Kyiv en langue ukrainienne) © Gérard-François Dumont - 2006.



Photographie 4. Une carte explicative de l'Holodomor sur le mur derrière le monument aux victimes © Gérard-François Dumont – 2006.



Le droit à la mémoire a donc permis de faire connaître l'*Holodomor* et par exemple de dresser à Kiev un monument, certes de dimension modeste, à la mémoire des morts de cette tragédie (photographies 3 et 4). Cette dernière peut être considérée comme un génocide, puisqu'il s'est agi de la « soumission intentionnelle d'un groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». Or, ce type de soumission est l'une des définitions du génocide selon l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée le 9 décembre 1948 par l'assemblée générale des Nations unies. Et cette définition a été reprise dans l'article 6 du statut de Rome du 17 juillet 1998, acte fondateur de la Cour pénale internationale.

Une population caractérisée par une diversité religieuse et l'éloignement progressif de Moscou

L'Ukraine compte une sixième caractéristique géopolitique avec, après la longue période pendant laquelle Moscou a tenté d'éradiquer toute religion, un éventail religieux se référant à la chrétienté.

Une première chrétienté, « l'église uniata », ou Église gréco-catholique, a été créée en 1596 par des religieux et des personnes décidant de quitter l'orthodoxie pour se placer en communion avec le pape. Surtout présente dans l'ouest du pays et à Kiev, elle célèbre selon la liturgie byzantine. Interdite par Moscou en 1946, au moment de la soviétisation de la Galicie devenant ukrainienne, cette Église gréco-catholique a retrouvé en 1989 la possibilité d'exister et même de reconstruire ou de construire des

églises. Du fait de son existence, la proportion d'Ukrainiens reconnaissant l'autorité du Saint-Siège représente environ 16 % des Ukrainiens déclarant un attachement religieux, ce 16 % additionnant les 14 % de l'église uniate et 2 % relevant de l'église catholique romaine présente en Ukraine. Une telle proportion est sans commune mesure avec celle, très marginale, de la chrétienté « papiste » en Russie.

Un autre ensemble religieux est celui de l'église orthodoxe ukrainienne, sous la juridiction du patriarcat de Moscou depuis 1686 sauf, bien entendu, pendant la période où il n'existait plus, à la suite de sa suppression par Pierre le Grand en 1721. Le régime soviétique, qui avait constaté l'impossibilité de faire disparaître le sentiment religieux, puis découvert son utilité lors de la Seconde Guerre mondiale, appelée à Moscou la « grande guerre patriotique », tenta, en 1946, mais en vain, de contraindre les Ukrainiens de l'Église gréco-catholique à adhérer à cette église orthodoxe, précisément nommée Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou. Très présente dans l'est du pays, elle regroupe environ 30 % des Ukrainiens déclarant un attachement religieux.

Depuis l'agression russe de février 2022, cette église orthodoxe ukrainienne a cherché à s'afficher comme s'éloignant du patriarcat de Moscou sans toutefois prendre son indépendance. Mais les autorités ukrainiennes la soupçonnent de demeurer un centre d'influence de la Russie. Et le Service de sécurité d'Ukraine (SBU), nom donné aux services secrets de l'État ukrainien, a perquisitionné, depuis décembre 2022, différents monastères, cathédrales et églises de cette église orthodoxe.

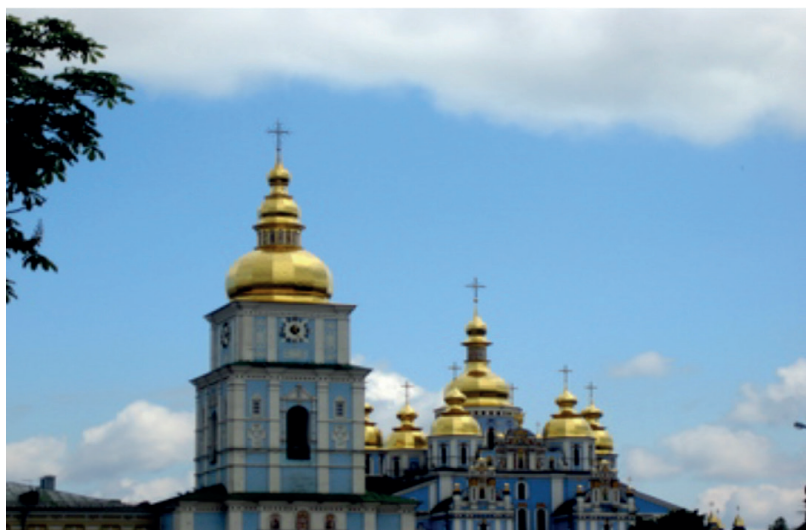
Depuis 1991 et donc la fin de communisme, deux autres églises orthodoxes ont pu se déployer en Ukraine. Il s'agit d'abord de l'Église ukrainienne orthodoxe qui avait été fondée en 1919. Déclarée illégale en 1933, elle a principalement survécu au sein de la diaspora ukrainienne et n'est présente que de façon limitée en Ukraine.

Un des éléments de l'indépendance recouvrée de l'Ukraine tient à une nouvelle Église créée en 1991, l'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Kiev et de toute la Rus-Ukraine¹¹, dont le nom traduit le souci d'autonomie par rapport à Moscou et qui résulte d'un schisme de l'église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou. Réunissant environ 40 % des Ukrainiens déclarant un attachement religieux, elle serait devenue la première église d'Ukraine, avec un poids

11. C'est-à-dire de la partie ukrainienne de la Rus', l'entité politique ancienne commune à l'histoire de trois États slaves orientaux actuels : Biélorussie, Russie et Ukraine.

relatif renforcé si l'on exclut la Crimée. Dès son origine, cette église aurait aimé être reconnue par le patriarcat de Constantinople mais, par prudence diplomatique, ce dernier a attendu l'année 2018.

Photographie 5. Le monastère Saint-Michel-au-Dôme d'or à Kiev de l'église orthodoxe d'Ukraine. Détruit dans les années 1930 pendant la période soviétique, il a été reconstruit dans les années 1990 en style baroque ukrainien. © Gérard-François Dumont - 2006.



Photographie 6. La cathédrale Sainte-Sophie, affectée à aucun culte et témoignant ainsi de la pluralité religieuse. Cette dernière a depuis été convertie en musée du christianisme en Ukraine. © Gérard-François Dumont - 2006.



Tout d'abord, dans un communiqué du 22 avril 2018, le patriarcat de Constantinople précise qu'il s'occupe « de la question de la situation ecclésiastique en Ukraine, ayant reçu la demande de l'octroi de l'autocéphalie de la part d'institutions ecclésiastiques et civiles, représentant de nombreux millions d'Ukrainiens orthodoxes. » Quelques mois plus tard, le 11 octobre 2018, ce patriarcat de Constantinople se déclare disposé à reconnaître sous sa juridiction une Église orthodoxe en Ukraine. Le samedi 15 décembre 2018, à Kiev, un concile orthodoxe « de réunification » entérine la création d'une Église indépendante. Au-delà de la question religieuse, cette initiative a un sens politique. L'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou a dénoncé un « schisme » de la part d'une Église ukrainienne sur laquelle Moscou exerce une tutelle spirituelle depuis 332 ans. Le président ukrainien Petro Porochenko, pro-occidental a, de son côté, indiqué qu'il s'agissait là d'une question de « sécurité nationale ». Enfin, ayant recueilli les avis des autres églises orthodoxes, le 6 janvier 2019, le patriarcat de Constantinople accorde l'autocéphalie (l'indépendance) à la métropole de Kiev.

La promotion d'une langue propre pour l'ensemble des populations

La question linguistique est un autre aspect de la géopolitique interne de l'Ukraine, pays à nette diversité linguistique puisque l'héritage de l'histoire se traduit à la fois par une place longtemps dominante de la langue russe, mais aussi par la langue ukrainienne et l'usage d'autres langues comme le hongrois ou le polonais, résultat de l'extension à l'est de l'Ukraine en 1945.

L'article 10 de la Constitution de 1996, modifiée au 8 décembre 2004, stipule dans son premier alinéa : « La langue d'État de l'Ukraine est l'ukrainien », ce qui signifie que l'État rend son usage obligatoire, mais non unique, dans les communications au sein de tous les organismes publics de la société ukrainienne. Le même article 10 indique aussi que « L'État assure le développement et le fonctionnement de la langue ukrainienne dans tous les domaines de la vie sociale partout sur le territoire de l'Ukraine ».

D'autres passages de la Constitution de 2004 insistent sur la spécificité linguistique de l'Ukraine, comme l'article 102, qui rend impossible l'élection d'un président qui ne connaîtrait pas la langue officielle : « Tout citoyen de l'Ukraine qui a atteint l'âge de trente-cinq ans, qui a le droit de vote, a résidé en Ukraine pendant les dix dernières années avant le jour des élections et possède la maîtrise de la langue officielle, peut être élu président de l'Ukraine ».

Carte 2. La géographie des pratiques linguistiques en Ukraine



D'un conflit sécessionniste à l'élargissement de la guerre

C'est dans le contexte des sept paramètres géopolitiques essentiels précisés ci-dessus que le premier trimestre de l'année 2014 voit se dérouler l'annexion de la Crimée et le démarrage parallèle d'un conflit militarisé à l'est de l'Ukraine. Expliquons d'abord la question de la Crimée.

La situation des populations en Crimée

En fait, pendant toute la période soviétique d'après-guerre, les habitants de la Crimée continuent de considérer qu'un statut spécifique de leur territoire serait justifié, ce qui signifie qu'ils récusent le fait d'être un simple oblast, une simple division administrative de l'URSS. Aussi, pendant le processus d'indépendance de l'Ukraine, le 20 janvier 1991, un référendum portant sur le rétablissement ou non de la République socialiste soviétique autonome de Crimée, supprimée en 1945, est organisée en Crimée ; le résultat est sans appel : 94,3 % de « oui » avec une participation de 81,37 %. Prenant en compte ce résultat, le 12 février 1991, le soviet suprême de la république socialiste soviétique d'Ukraine accorde un statut d'autonomie à la Crimée.

Plus précisément, deux entités institutionnelles se distinguent sur la presqu'île. La première est la République autonome de Crimée, qui couvre la quasi-totalité du territoire ; elle possède au nord une assez courte frontière terrestre avec les autres régions ukrainiennes et, à l'est, une frontière maritime, le détroit de Kertch¹², avec la Russie. La seconde entité est la ville de Sébastopol, dotée d'un statut spécial d'unité administrative particulière de l'Ukraine.

Dans le même temps, la fin de l'URSS rend possible le retour en Crimée de Tatars, soit environ 200 000 personnes. Après ces retours, la population de la Crimée s'élève à 2 millions d'habitants dont environ 50 % de Russes ethniques, 24 % d'Ukrainiens et 12 % de Tatars de Crimée (musulmans). Mais l'homogénéité linguistique de la Crimée est beaucoup plus grande. Selon le sondage réalisé en 2004 par l'Institut international de sociologie de Kiev, la langue russe est pratiquée par la quasi-totalité de la population de la Crimée, exactement 97 %. Le caractère russophone ou russophile de la Crimée est aussi attesté par le fait que l'Église orthodoxe du patriarcat de Moscou y est la religion majoritaire.

Sécurité et accès aux mers chaudes

Or, pour la Russie, cette Crimée qui, en raison d'une sorte de bizarrerie de l'histoire, se retrouve sous la souveraineté d'une Ukraine devenue indépendante, reste une porte géopolitiquement vitale avec le port de Sébastopol, la possibilité de vols militaires Russie-Crimée, notamment pour assurer la logistique de Sébastopol, et l'usage d'eaux territoriales devenues celles de l'Ukraine. En effet, les littoraux méridionaux possédés par la Russie sur la mer Noire sont des rivages montagneux alors que ceux situés sur la mer d'Azov restent éloignés de la mer Noire et exposés au risque de tensions au passage mer d'Azov-mer Noire, comme cela s'est produit en 2003¹³. Certes, la Russie possède sur la mer Noire le port de Novorossiysk, mais ce dernier ne dispose pas d'une logistique suffisante pour tous les besoins de la flotte russe. Et, pour substituer celui-ci à Sébastopol, il faudrait des investissements très importants vu que Novorossiysk subit des conditions nautiques instables dues à de

12. Ce détroit compte une largeur de 4,5 à 15 km et une longueur d'environ 5 km pour une profondeur maximale de 18 mètres. Au milieu du détroit se trouve une langue de sable, prolongement d'un cordon littoral, l'île de Tuzla, qui résulte d'un détachement du cordon littoral de la péninsule de Taman lors de fortes tempêtes en 1925.

13. En octobre 2003, l'île de Tuzla, au milieu du détroit de Kertch, a été l'enjeu d'un grave incident territorial entre l'Ukraine et la Russie pour le contrôle du passage dans le détroit de Kertch, passage qui s'effectue dans les eaux territoriales de l'Ukraine, plus profondes. Cet incident s'est déroulé à la suite de la construction par la Russie d'une digue permettant la réalisation d'une route sur le cordon littoral reliant l'île de Tuzla à la péninsule russe de Taman.

fréquents coups de vent. La Russie veut donc impérativement conserver l'usage de Sébastopol. Nombre d'habitants de Crimée y sont d'ailleurs favorables puisque la présence russe engendre de nombreux emplois directs et induits.

En outre, les Russes de Russie sont attachés à Sébastopol dont ils savent le rôle défensif, cette ville ayant résisté à deux longs sièges, en 1854-1855, face à une coalition anglo-franco-piémontaise, et en 1941-1942, période durant laquelle Sébastopol a résisté 250 jours à l'armée allemande. D'ailleurs, en souvenir de ces guerres et en témoignage de leur attachement à la Crimée, les Russes ont baptisé *Sébastopol* l'un des deux navires de guerre porte-hélicoptères Mistral¹⁴ commandés à la France en 2011 et construits à Saint-Nazaire.

Les discussions du début des années 1990 entre la Russie et l'Ukraine conduisent finalement à des compromis pour le maintien de l'usage de Sébastopol par la flotte russe, dans le cadre, en 1997, d'un Grand Accord sur l'amitié, la collaboration et le partenariat signé entre l'Ukraine et la Fédération de Russie. L'accord porte notamment sur le statut et les conditions de stationnement de la flotte russe de la mer Noire dans les eaux territoriales ukrainiennes comme sur les possibilités de stationnement d'avions russes sur les aérodromes de Gvardeïskoïe et de Sébastopol.

Cet accord russo-ukrainien de 1997 avait été signé pour 20 ans, avec reconduction automatique pour des périodes de 5 ans si aucune des parties n'informait l'autre par écrit de sa résiliation au moins un an avant son expiration. Mais, treize ans plus tard, le 21 avril 2010, peu après son élection du 7 février 2010, le nouveau Président ukrainien Viktor Ianoukovitch et le président de la fédération de Russie Dimitri Medvedev signent les accords de Kharkiv qui prolongent de 25 ans, donc jusqu'en 2042 au lieu de 2017, l'utilisation de la base navale de Sébastopol par la Russie en échange d'importants rabais sur les importations de gaz russe par l'Ukraine. Le 27 avril 2010, ces accords sont ratifiés par les parlements russe et ukrainien.

Enfin, l'importance stratégique de Sébastopol, où la Russie compte environ 14 000 militaires, n'est pas appelée à diminuer. D'une part, la Russie a toujours le souhait d'accéder aisément à la Méditerranée, par exemple vers sa base navale de Tartous en Syrie, une base aérienne russe étant à Lattaquié. D'autre part, même si aucune annonce officielle n'a été faite à ce sujet, on peut penser que Sébastopol était

14. Le second s'appelle Vladivostok. Finalement, le président François Hollande refusera de livrer les Mistral en septembre 2014 après l'annexion de la Crimée et la destruction de l'avion du vol de la Malaysia Airlines par un missile sol-air au-dessus de Louhansk (Ukraine orientale) tuant l'intégralité de ses 298 occupants.

un point logistique essentiel pour assurer la sécurité, notamment contre les risques terroristes, du gazoduc *South Stream*, qui devait relier en 2015 la Russie à l'Europe occidentale en passant sous la mer Noire pour déboucher en Bulgarie. Or, ce gazoduc était jugé essentiel par la Russie : il devait permettre de contourner l'Ukraine et, donc, d'écartier les problèmes de livraison liés aux tensions avec ce pays et à certaines pratiques ukrainiennes de captation et de revente illégales de gaz russe qui n'ont pu que déplaire à la Russie¹⁵. Il devait permettre aussi de contrôler une partie des livraisons du gaz en provenance des gisements gaziers de la mer Caspienne et du Kazakhstan tout en créant des liens supplémentaires entre la Russie et les premiers pays européens bénéficiaires comme la Bulgarie¹⁶ ou la Serbie. Enfin, il concurrençait directement le projet de gazoduc alternatif Nabucco, soutenu par les États-Unis et l'Union européenne et passant par la Turquie¹⁷, finalement abandonné en 2013. Certes, compte tenu notamment de la réduction des ressources d'hydrocarbures de la Russie, le projet *South Stream* a été abandonné en décembre 2014. Mais les changements de la donne géopolitique au Moyen-Orient ont renforcé les voies de livraison du gaz russe *via* la mer Noire vers la Turquie avec le gazoduc *Blue Stream* (en service depuis 2003) et le gazoduc *TurkStream* (en service depuis 2020). Leur contrôle participe de l'importance stratégique de Sébastopol.

« Retour » ou « annexion » ?

Or, pendant ou après la révolution de *Maidan*, donc au cours de l'hiver 2013-2014, certains dirigeants ukrainiens déclarent envisager de remettre en cause les accords de Kharkiv, demandant leur annulation, exigeant donc le départ des troupes russes dès 2017¹⁸, ce qui est inacceptable pour Moscou. Dans ce contexte, Moscou, qui n'avait pas encouragé les tendances séparatistes de la Crimée à l'égard de l'Ukraine, par exemple lorsque avait été élu à la présidence de la Crimée en 1994 un nationaliste russe, avec 72 % des voix, considère qu'il lui faut détacher la Crimée de l'Ukraine, sans respecter le mémorandum de 1994.

15. En effet, du gaz payé par l'Ukraine au prix préférentiel fixé par Moscou pour un usage exclusivement interne à l'Ukraine faisait l'objet de captation en Ukraine pour être revendu à d'autres pays européens à des prix évidemment plus élevés que le prix préférentiel, concurrençant ainsi les livraisons de gaz de la Russie à ces pays.

16. Dumont, Gérard-François, « Plaidoyer pour une géopolitique de terrain : le cas de la géopolitique de la Russie vue de ses périphéries », *Géostratégiques*, n° 24, juillet 2009.

17. Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre, *Géopolitique de l'Europe*, Paris, Armand Colin - Sedes, 2014.

18. Voir : Berg, Eugène *Ukraine*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2023, p. 177.

Poutine saute sur l'occasion pour enlever la Crimée et sa zone maritime du giron de l'Ukraine avec l'appui de nombreux responsables de Crimée dont le président du parlement de Crimée Vladimir Konstantinov ; compte tenu de l'importance géopolitique de la Crimée pour Moscou, il ne s'agit pas de conduire une action faisant de la Crimée un État de fait comme l'Abkhazie ou l'Ossétie du Sud en 2008, mais de revenir au rattachement de la Crimée à la Russie. Après s'être assuré le contrôle sécuritaire de la Crimée, notamment à l'aide de militaires russes ne présentant sur leurs équipements aucune référence étatique, la Russie fait rapidement organiser un référendum le 16 mars 2014. À la question « Êtes-vous favorable à la réunification de la Crimée avec la Russie dans les droits de la Fédération de Russie ? », les résultats publiés donnent 83 % de *oui*, un pourcentage qu'aucune autorité internationale n'a pu vérifier. Toutefois, il paraît difficile de laisser croire qu'il serait inverse de ce que pense une partie significative de la population. La Russie, pour montrer qu'elle ne souhaitait pas nier l'existence de minorités en Crimée a fait rédiger le bulletin de vote en trois langues : russe, ukrainien et tatar de Crimée. Toutefois, les dirigeants tatars ont demandé le boycott du référendum, donc de ne pas aller voter *non*. Le résultat acquis, le 21 avril 2014, le président russe signe un décret réhabilitant les différents peuples vivant en Crimée persécutés sous Staline. « Je voulais vous informer que le décret sur la réhabilitation des Tatars de Crimée, des Arméniens, des Allemands, des Grecs et d'autres peuples victimes de répressions staliniennes a été signé » a déclaré Vladimir Poutine. Cette réhabilitation peut paraître seulement symbolique, mais c'est un symbole assez fort dans une Russie assez peu adepte de la repentance¹⁹.

La Russie exerce donc à nouveau depuis mars 2014 sa souveraineté sur la Crimée. Est-ce un « retour » de la Crimée à la Russie ou une « annexion » ? Pour l'Assemblée générale de l'ONU, c'est plutôt le second terme qui vaut. Le 27 mars 2014, cette Assemblée adopte par 100 voix pour, 11 contre, 58 abstentions et 24 ne prenant pas part au vote sur les 193 membres de l'Assemblée, une résolution non contraignante qui dénonce le référendum en Crimée et le rattachement de la péninsule à la Russie. Moscou avait averti par avance mercredi que l'adoption d'une résolution par l'Assemblée n'aurait « aucun effet »²⁰. Quelques semaines plus tard, le nouveau président ukrainien Petro Porochenko, élu le 25 mai 2014 au premier

19. Toutefois, on trouve par exemple un autre témoignage de repentance avec un monument aux peuples déportés de 1944 à Naltchik, en Kabardino-Balkarie.

20. Une telle situation a déjà été constatée à l'ONU, par exemple sur la question du rattachement de Mayotte à la France ; cf. Dumont, Gérard-François, « Mayotte, une exception géopolitique mondiale », *Outre-Terre*, revue française de géopolitique, n° 11, 2005.

tour, déclare : « Nous ne reconnaitrons pas l'annexion de la Crimée ». Depuis, le président Zelenski a, à de nombreuses reprises, annoncé sa volonté de reconquérir la Crimée, par exemple au forum de Davos le 18 janvier 2023, en déclarant : « La Crimée est notre terre, notre territoire, notre mer et nos montagnes. Donnez-nous vos armes et nous récupérerons nos terres ». En revanche, les chancelleries occidentales sont demeurées plus prudentes sur cette question et les avis semblent divergents au sein des autorités américaines. Ainsi, en octobre 2022, le Président Biden a considéré que la Crimée était une question spécifique et se demandait si l'Ukraine était « prête à accepter des compromis ». En octobre 2022, Mark Milley, le chef d'état-major des armées, dans le journal allemand *Spiegel*, soulevait les mêmes interrogations. Le 23 mars 2023, Antony Blinken, chef de la diplomatie américaine, s'interrogeait devant le congrès des États-Unis. D'où le commentaire de Marie-Christine Bonzom, politologue spécialiste des États-Unis : « Il y a une opposition de principe des États-Unis et de leurs alliés européens à l'annexion russe, mais il y a toujours un caractère évasif quant à leur réponse à la question de la Crimée. »²¹

Du côté de la Russie, l'annexion de la Crimée a été largement approuvée, y compris chez les opposants à Vladimir Poutine. Toutefois, il convient de préciser que la sortie de la Crimée de l'Ukraine, en mars 2014, n'a pas que des avantages géopolitiques pour la Russie, sans parler du coût économique pour Moscou. En effet, le maintien de la Crimée en Russie modifie les équilibres électoraux en Ukraine, ce qui signifie la quasi-impossibilité de voir désormais un président et une majorité parlementaire pro-russes à Kiev ; en même temps, cela fait, peut-être définitivement, des Russes ou des russophones en Ukraine un groupe humain minoritaire dont les citoyens ont besoin, en conséquence, de ne pas se sentir considérés comme « de seconde zone ».

Mais revenons sur l'autre région conflictuelle, l'est de l'Ukraine.

L'installation d'une « guerre fraîche » malgré les accords de Minsk

Après l'élection, en février 2010, comme président de Viktor Ianoukovitch, pourtant présenté de façon presque systématique dans les médias occidentaux comme candidat « pro-russe », l'Ukraine poursuit certaines actions internationales témoignant de sa volonté d'indépendance vis-à-vis de Moscou, dont le rapprochement avec l'Union européenne qui avait commencé sous les prédécesseurs de Viktor Ianoukovitch. Ce dernier fait d'ailleurs voter au parlement son Parti des

21. « Guerre en Ukraine: Antony Blinken n'exclut pas à terme des négociations sur les frontières du pays ? », RFI, 24 mars 2023.

régions en faveur de la signature de l'accord d'association avec l'UE. Parallèlement, Viktor Ianoukovitch agit pour contrarier les ambitions d'entreprises russes sur l'Ukraine et permettre aux oligarques ukrainiens de résister aux espoirs de conquête économique de l'Ukraine par des oligarques russes.

Le refus de Viktor Ianoukovitch, au dernier moment, lors du sommet du partenariat oriental de Vilnius des 28-29 novembre 2013, de signer l'accord avec l'UE, a constitué un des éléments essentiels de déclenchement de la révolution *Maïdan*²², et les bouleversements politiques engendrés par cette révolution, dont la destitution le 22 février 2014 du président Ianoukovitch, l'Ukraine renouvelle sa volonté de se tourner vers l'Union européenne.

Mais, en contrepoint des manifestations de Maïdan, à Kiev, le 23 février 2014, des manifestations opposées éclatent, essentiellement dans l'est de l'Ukraine. En mars 2014, les tensions au sein de l'Ukraine de l'est deviennent de plus en plus vives et les déclarations péremptoires, complétées par des sanctions²³ occidentales contre la Russie, ne manquent pas de tous côtés²⁴ : Russie, États-Unis, Union européenne²⁵, Ukraine.

Or, du point de vue linguistique, ce statut constitutionnel de la langue ukrainienne n'efface nullement la part importante de la langue russe, toujours symbolisée d'ailleurs par la dénomination, longtemps usitée en France, de la capitale Kiev (en russe) au lieu de Kyiv (en ukrainien). Environ le tiers de la population parle russe en famille, et le russe est souvent la langue utilisée par l'administration dans l'est et le sud du pays.

De même, la montée des tensions dans l'est de l'Ukraine en 2014 s'est accentuée lorsque la réalité linguistique russe a été considérée comme méprisée. En effet, deux ans plus tôt, à l'été 2012, une loi sur les langues régionales avait été votée. Selon cette loi, chaque région pouvait, en plus de l'ukrainien, se doter de ses propres langues officielles, ce qui signifiait le droit pour les *minorités linguistiques* d'utiliser leur langue maternelle à leur travail et dans leur vie de tous les jours. Plus précisément,

22. Une révolution non contre la Russie, mais contre les dirigeants politiques ukrainiens, le manque d'État de droit et l'importance de la corruption.

23. Sanctions souvent jugées contre-productives ; cf. Chinsky, Pavel, « Les sanctions contre Moscou ne font que renforcer le système Poutine », *Le Monde*, 15 août 2014, p. 16.

24. Jusqu'aux affrontements sur le terrain du football ; cf. *Le Monde*, 15 août 2014, p. 2.

25. En ce qui concerne la France, certains ont jugé la couverture médiatique « manichéenne » ; cf. Reymond, Mathias, « Médias français en campagne ukrainienne », *Le Monde diplomatique*, août 2014.

cette loi octroyait au russe le statut de langue régionale dans les territoires où les russophones représentent plus de 10 % de la population, soit dans 13 des 27 divisions administratives du pays, dont Kiev, la capitale. Cette loi accorde la prééminence à l'ukrainien, – seule et unique langue d'État, comme le stipule déjà la constitution de 1996 – mais ménage un statut spécial pour le russe. En outre, la loi de 2012 ne concernait pas seulement la langue russe, mais s'appliquait aussi au hongrois ou au polonais dans des régions de l'ouest du pays.

Or, le 23 février 2014, le parlement ukrainien, la *rada*, abroge la loi de 2012 sur les langues régionales, loi jugée trop favorable au bilinguisme, selon le point de vue des ukrainophones, mais pas suffisamment pour les russophones. Cette abrogation signifiait la volonté de donner à la langue ukrainienne une place systématiquement préférentielle, voire dominante, sur l'ensemble du territoire du pays. Cela « retire au russe le statu de langue officielle »²⁶. Ce vote qui visait les russophones a eu d'autant plus d'écho que c'était la première initiative législative du nouveau pouvoir après l'éviction du président Viktor Ianoukovytch le 22 février 2014. Les russophones ont craint une volonté de mettre en œuvre une ukrainisation autoritaire au détriment de leur identité linguistique pour promouvoir une nation ukrainienne qui serait caractérisée par une seule langue et une seule culture. Les russophones, et plus encore les Russes ethniques, ont mal compris cette décision, ce qui a concouru très largement aux tensions et aux violences qui se sont déroulées ensuite dans l'est du pays. Certes, la décision a ensuite été suspendue par un veto du président par intérim Alexandre Tourtchinov, mais des russophones d'Ukraine ont ressenti une humiliation, ont interprété ce vote comme le fait que le nouveau pouvoir voulait les discriminer. Ils ont donc perçu le nouveau gouvernement comme viscéralement antirussophone, voire antirusse.

Dans ce contexte, fin février 2014, des habitants du Donbass s'emparent des lieux de pouvoir et organisent une rébellion régionale. Avec le soutien politique des États-Unis formulé lors de la visite du vice-président Joe Biden le 22 avril 2014, le président Tourtchinov envoie l'armée qui est défaite sachant que la Russie déploie un soutien matériel aux sécessionnistes. Le 6 juin 2014, c'est la création du « format Normandie » réunissant la France, l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie comme un moyen de faciliter le dialogue et la résolution des conflits dans l'Est et le sud-est de l'Ukraine. Un accord est signé à Minsk le 5 septembre 2014 assurant notamment un cessez-le-feu et la mise en œuvre d'une décentralisation. Tandis que, le 16 septembre 2014, le parlement ukrainien vote à l'unanimité l'accord d'association avec

26. Taranko Acosta, Nikita, « Ukrainisation à marche forcée », *Le Monde diplomatique*, mai 2019.

l'UE, l'accord de Minsk n'est pas respecté et la guerre reprend avec intensité sans permettre la victoire de l'armée régulière. Sous la pression de la France et de l'Allemagne des accords de Minsk II sont signés le 12 février 2015. Mais ils ne sont nullement mis en application²⁷. Au contraire, des décisions législatives accroissent les tensions. Ainsi, le 25 avril 2019, le Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada, adopte le projet de loi n° 5670-d « visant à assurer le fonctionnement de la langue ukrainienne en tant que langue officielle » plus connue sous le nom de « Loi sur la langue ». Seule la langue ukrainienne est désormais autorisée à être employée tant par les autorités nationales que locales.

Dans le même temps, au fil de la période 2014-2022, il apparaît que l'armée ukrainienne ne parvient pas à reconquérir le Donbass en dépit de régulières escarmouches. Le Donbass est alors en situation sécessionniste, dans le contexte de ce que nous appelons une « guerre fraîche ».

Il ne s'agit pas d'une « guerre froide » puisque cette dernière s'accompagnait d'un rideau de fer, donc d'une volonté de fermeture totale au moins du côté de l'URSS, et d'une absence de combats de nature militaire, au moins sur le théâtre européen entre les deux parties, Est et Ouest.

De 2014 à 2022, ce n'est pas une « guerre ouverte » voyant s'affronter quotidiennement des troupes est-ukrainiennes pro-russes et l'armée ukrainienne. Il s'agit d'une « guerre fraîche » : « guerre » car elle se traduit par de véritables combats, entre des rebelles pro-russes et l'armée ukrainienne, ayant fait environ 15 000 morts en huit ans, mais « fraîche » puisque l'usage des armes semble relativement maîtrisé afin de limiter la mortalité des civils.

Et cette guerre qui, comme tant d'autres, pose la question des frontières²⁸, n'est nullement enrayé sachant que la volonté d'appliquer le protocole de Minsk est nulle. Ce que Madame Merkel a expliqué ainsi huit ans plus tard, le 7 décembre 2022, à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* : « Les accords de Minsk ont servi à donner du temps à l'Ukraine [...] Un temps qu'elle a utilisé pour se renforcer, comme on peut le constater aujourd'hui. L'Ukraine de 2014-2015 n'était pas l'Ukraine d'aujourd'hui. Comme nous avons pu l'observer début 2015 lors des combats autour de Debaltsevo [ville du Donbass, dans l'oblast de Donetsk], Poutine aurait

27. Courrier international, 12 décembre 2022.

28. Ardillier-Carras, Françoise, Dumont, Gérard-François, « La guerre pour quelles frontières ? L'exemple du Haut-Karabagh dans le sud Caucase », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 30, décembre 2020. <https://doi.org/10.3917/lap.030.0001>

pu alors facilement gagner. Et je doute fortement qu'à l'époque l'Otan aurait été en capacité d'aider l'Ukraine comme elle le fait aujourd'hui... Il était évident pour nous tous que le conflit allait être gelé, que le problème n'était pas réglé, mais cela a justement donné un temps précieux à l'Ukraine. »

L'élargissement de la guerre

La question du positionnement géopolitique d'une Ukraine devenue indépendante se pose donc. La Russie a clairement fait comprendre dès 2007, puis en 2008, année de la guerre en Géorgie, ou par des déclarations de Poutine de fin 2021, qu'elle ne veut pas se sentir complètement cernée par l'OTAN. Elle n'ignore pas, par exemple, la préface de Gérard Chaliand au livre *Le grand échiquier* de Zbigniew Brzezinski²⁹ : « L'effort américain porte vers trois régions clefs : l'Ukraine, essentielle avec ses cinquante-deux millions d'habitants et dont le renforcement de l'indépendance rejette la Russie à l'extrême est de l'Europe et la condamne à n'être plus, dans l'avenir, qu'une puissance régionale ».

En lançant son offensive le 24 février 2022, le moins que l'on puisse dire c'est qu'aucune définition précise des buts de guerre n'a été affichée par Moscou puisque la Russie parle et continue de parler d'une « opération spéciale ». Pourtant, la façon dont s'est déployé le conflit dans les premiers jours, puis dans les premières semaines, laisse entrevoir les buts initiaux et les raisons pour lesquelles ils ont été contrariés.

Manifestement, le but initial n'était pas une opération spéciale, mais le renversement d'un régime jugé trop pro-occidental et peut-être considéré comme pouvant acquérir, grâce aux appuis occidentaux, des capacités pour réussir une offensive de reconquête des régions séparatistes.

Et, parmi les raisons explicatives de l'agression russe, puis la façon dont a évolué le conflit, il faut considérer le facteur démographique.

L'importance des composantes démographiques du conflit

À la veille de la guerre, soit le 23 février 2022, l'Ukraine compte 41 millions d'habitants, soit 3 millions de plus que la Pologne (38 millions)³⁰. Vouloir s'emparer militairement et durablement d'un pays aussi peuplé et aussi vaste ne pouvait

29. Brzezinski, Zbigniew, *Le grand échiquier*, Paris, Bayard, 1997, p. 19.

30. Sardon, Jean-Paul, « La population des continents et des États en 2021 », *Population & Avenir*, n° 755, novembre-décembre 2021.

être une promenade militaire, à moins que les habitants n'adhèrent à un tel projet, alors que de nombreux événements survenus depuis 1990 montrent que ce n'est nullement le cas. Ainsi, en novembre 2004, lors de la révolution orange, la devise des manifestants sur la place de l'indépendance à Kiev était : « Nous, fils et filles de l'Ukraine... tous ensemble, nous sommes nombreux et nous ne pouvons pas être vaincus ! ». La formule, au-delà de la masse des participants, se référait au poids démographique des Ukrainiens.

Et Moscou a sans doute surinterprété le dépeuplement de l'Ukraine donc il convient d'analyser les composantes et ses effets géopolitiques.

Une dépopulation et un dépeuplement probablement surinterprétés

Depuis la seconde moitié du xx^e siècle, la fécondité de l'Ukraine a suivi une évolution assez comparable à la moyenne de l'Europe (Russie comprise) (figure 1). Toutefois, le renouveau démographique d'après-guerre, avec plus de 2,6 enfants par femme, laisse la place, dès le milieu des années 1950, à un niveau inférieur à la moyenne européenne. L'Ukraine passe en dessous du seuil de 2,1 enfants de simple remplacement des générations³¹ dès 1964, puis demeure à un niveau proche de ce seuil presque jusqu'à la fin des années 1980 alors que la moyenne européenne, qui franchit ce seuil en 1975, voit s'intensifier son hiver démographique, c'est-à-dire une situation où la fécondité est durablement inférieure à ce seuil.

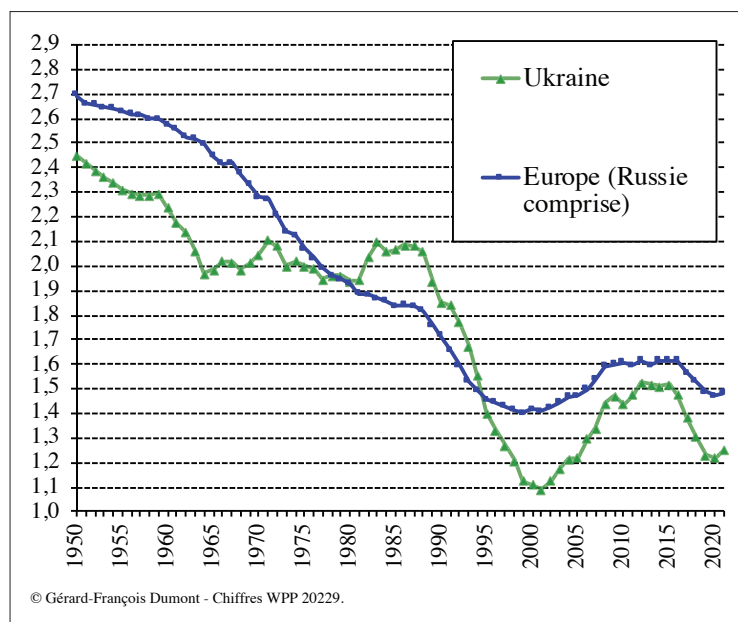
Puis, dans les années 1990, l'hiver démographique de l'Ukraine, comme celui des autres pays européens ayant appartenu à l'URSS ou sous la domination de Moscou³², s'intensifie et atteint en 2001 son point le plus bas de fécondité (1,14 enfant par femme). Ensuite la fécondité se redresse légèrement, mais demeure en dessous de la moyenne européenne, dans une fourchette comprise entre 1,4 et 1,5 enfant par femme alors que la situation démographique de la Russie s'améliore

31. Sur cette notion et au-delà, cf. Dumont, Gérard-François, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, prospectives*, Paris, Armand Colin, 2018. <https://doi.org/10.3917/arco.dumon.2018.02>

32. Cf. Dumont, Gérard-François, Flamand, Régis, « La Roumanie, terre d'émigration et de dépopulation », *Population & Avenir*, n° 680, novembre-décembre 2006 ; Dumont, Gérard-François, Sougareva, Marta, Tzekov, Nikolai, « La Bulgarie en crise démographique », *Population & Avenir*, n° 671, janvier-février 2005.

relativement³³, ce qui n'est guère le cas de la Pologne³⁴. Cela signifie, *ceteris paribus*, que cent femmes d'une génération ne seraient remplacées, une trentaine d'années plus tard, que par un effectif d'environ 70 femmes, soit une baisse de 30 %.

Figure 1. La fécondité en Ukraine et en Europe (enfants par femme)

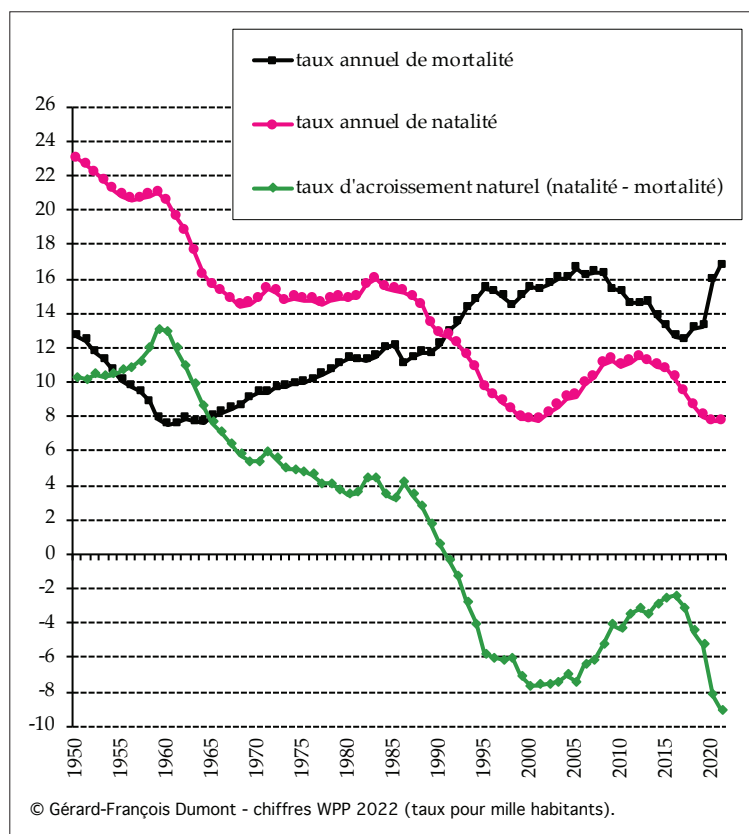


En conséquence de cette faible fécondité, le taux de natalité est lui aussi faible, moins de douze naissances pour mille habitants depuis les années 1990. Comme le taux de mortalité a de son côté augmenté sous l'effet du vieillissement de la population, l'Ukraine est, depuis 1991, en dépopulation, donc dans une situation dans laquelle le nombre de décès est supérieur à celui des naissances (figure 2).

33. Bellis, Gil, Léger, Jean-François, Parant, Alain, « Un atout géopolitique pour la Russie : la dynamique de sa population. De la chute de l'URSS à la guerre avec l'Ukraine, la résilience de la démographie russe », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 40, juillet 2022, <https://doi.org/10.3917/lap.040.0001>

34. Bellis, Gil, Léger, Jean-François, Parant, Alain, « Face à la Russie, l'union des populations de Pologne et d'Ukraine peut-elle peser ? », *Population & Avenir*, n° 759, septembre-octobre 2022.

Figure 2. Le mouvement naturel en Ukraine : la dépopulation



Cette dépopulation pourrait être compensée si le solde migratoire était suffisamment élevé pour empêcher la diminution de la population, donc un dépeuplement. Mais ce n'est pas le cas, même si l'Ukraine a bénéficié de retours de populations revenues des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. En réalité, depuis 1990, l'Ukraine a enregistré une forte émigration dont l'explication tient essentiellement à des considérations politico-économiques. En effet, depuis l'accession de l'Ukraine à la souveraineté en 1991, la qualité de la gouvernance du pays n'a pu être jugée que négativement par les Ukrainiens dont le sort économique ne s'est guère amélioré, dans un contexte de forte corruption attestée par des données internationales. Ainsi, en 1990, le PIB par habitant de l'Ukraine était semblable à celui de la Pologne. Depuis, celui de l'Ukraine est demeuré relativement bas, alors que le PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat) de la Pologne a triplé. De son côté, la Russie, après la pauvreté des années 1990, a connu des améliorations économiques la conduisant à un PIB par habitant double de celui de l'Ukraine. On comprend

donc l'estimation selon laquelle tant de natifs d'Ukraine³⁵, 3,3 millions selon les données de l'Onu sont partis en Russie pour y bénéficier de meilleurs revenus. À cette estimation de 3,3 millions s'ajoutent des natifs d'Ukraine vivant dans deux autres anciennes républiques soviétiques, le Kazakhstan, dont le PIB par habitant est double de celui de l'Ukraine, et la Biélorussie, au PIB par habitant supérieur de presque 50 % à celui de l'Ukraine. Ces trois pays (Russie, Kazakhstan, Biélorussie) accueillent à eux seuls les deux tiers des migrants nés en Ukraine.

Tableau 1. Estimations des effectifs des immigrants natifs d'Ukraine selon l'ONU

	Destination des migrants natifs d'Ukraine	Estimation Onu du nombre des immigrants natifs d'Ukraine	% des immigrants natifs d'Ukraine
1	Russie	3 269 248	55,4 %
2	États-Unis	414 206	7,0 %
3	Kazakhstan	353 225	6,0 %
4	Italie	246 367	4,2 %
5	Allemagne	241 486	4,1 %
6	Biélorussie	222 917	3,8 %
7	Pologne	218 716	3,7 %
8	Israël	131 392	2,2 %
9	Ouzbékistan	124 337	2,1 %
10	Rép. tchèque	110 337	1,9 %
11	Espagne	94 120	1,6 %
12	Canada	77 779	1,3 %
13	Hongrie	55 609	0,9 %
14	Portugal	47 323	0,8 %
15	Moldavie	42 548	0,7 %
16	Lettonie	31 141	0,5 %
17	Kirghizstan	26 231	0,4 %
18	Royaume-Uni	23 778	0,4 %
19	Estonie	22 445	0,4 %

35. Selon l'Onu, un immigrant est une personne vivant dans un pays dans lequel elle n'est pas née, quelle que soit sa nationalité à la naissance. Par exemple, un Russe né en Ukraine et vivant en Russie est considéré par l'Onu (mais aussi Eurostat) comme un immigrant.

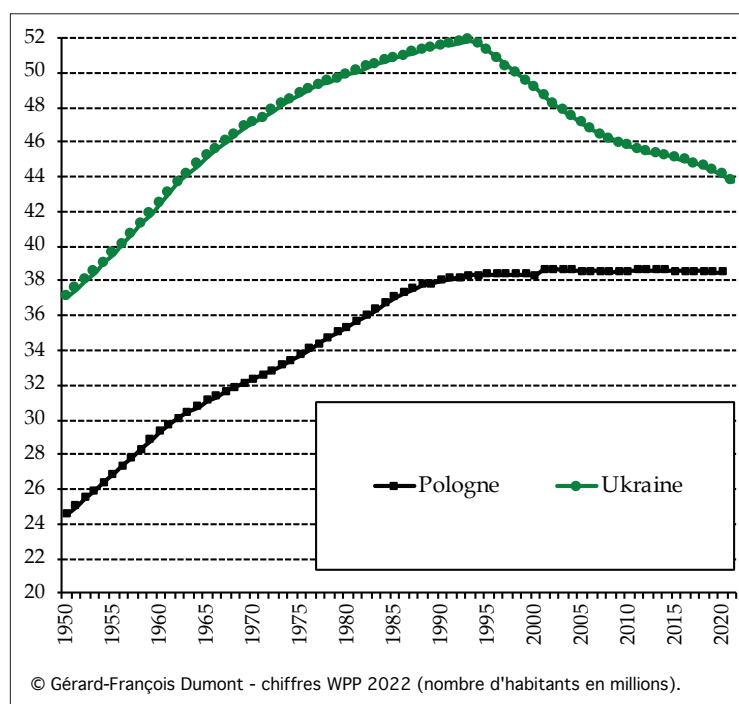
	Destination des migrants natifs d'Ukraine	Estimation Onu du nombre des immigrants natifs d'Ukraine	% des immigrants natifs d'Ukraine
20	Grèce	18 962	0,3 %
21	Roumanie	18 345	0,3 %
22	Australie	18 239	0,3 %
23	France	17 485	0,3 %
	Autres pays	74 831	1,3 %
	Monde	5 901 067	100,0 %

© Population & Avenir ; chiffres WPP 2019.

Les autres natifs d'Ukraine vivant hors de ce pays habitent pour l'essentiel dans des pays occidentaux. Les données de l'Onu (tableau 1) indiquent dans l'ordre les États-Unis, suivis de l'Italie, avec de nombreuses Ukrainiennes travaillant dans les services à la personne, puis l'Allemagne, pays qui, compte tenu de la baisse de sa population active, est très ouvert à la main-d'œuvre étrangère, et la Pologne où résideraient presque 220 000 immigrants nés en Ukraine. Or ce dernier chiffre, plus encore que les précédents, ne peut être considéré que comme une estimation basse ; en effet, des évaluations plus justes évoquaient, bien avant la guerre, plus de 1 million d'Ukrainiens dans la seule Pologne³⁶, ce qui peut notamment s'expliquer par des salaires qui y sont trois fois plus élevés qu'en Ukraine.

En conséquence, l'addition d'une dépopulation et de départs migratoires a fait perdre 8 millions d'habitants à l'Ukraine en près de trente ans, soit une baisse de 16 % de la population (figure 3). Quant aux projections moyennes, fondées sur la poursuite des évolutions encore en cours début 2022, elles annoncent une population réduite à 30,7 millions d'habitants en 2050, soit 10 millions de moins qu'en 2021 et 22 millions de moins qu'au maximum atteint en 1993 ! L'Ukraine deviendrait alors moins peuplée que la Pologne.

36. Musiał, Stanislas, « La Pologne et la crise migratoire en Europe », *Population & Avenir*, n° 733, mai-juin 2017.

Figure 3. La population de l'Ukraine : trente années de dépeuplement³⁷

Ainsi, depuis les années 1990, plusieurs millions d'Ukrainiens ont, selon l'expression consacrée, « voté avec leurs pieds », c'est-à-dire ont quitté leur pays pour aller chercher ailleurs des moyens de subsistance. En février 2022, Moscou a peut-être considéré qu'une telle situation d'insatisfaction économique était le signe d'une population disposée à accepter un nouveau maître.

Mais ce n'est pas parce que les gouvernants de son pays ne sont pas à la hauteur que l'on n'est pas patriote, que l'on habite dans son pays ou que l'on ait été contraint de le quitter pour vivre correctement !

Le rôle des diasporas ukrainiennes et de l'immigration postérieure à la guerre

En outre, les immigrés ukrainiens qui vivent à l'étranger dans des pays démocratiques forment des diasporas exerçant un rôle non seulement économique, mais

37. Ces estimations de l'Onu considèrent l'Ukraine sur son territoire internationalement reconnu, donc y compris le Donbass, la Crimée et Sébastopol. Il convient de préciser que le dernier recensement de l'Ukraine remonte à 2001, et que les dates visant à organiser un nouveau recensement ont été depuis repoussées. Le recensement de 2001 avait indiqué 47,2 millions.

aussi géopolitique vis-à-vis de leur pays. D'une part, les millions d'Ukrainiens vivant à l'étranger avant le 24 février 2022 effectuaient des transferts d'argent au profit de leurs familles restées au pays. Et, à l'occasion de loisirs ou de vacances, ils venaient apporter à celles-ci des biens dont elles avaient besoin compte tenu de leur faible niveau de vie.

D'autre part, avant la guerre, ces diasporas exerçaient déjà un rôle géopolitique important. Par exemple, elles encourageaient la position de la Pologne plaidant, pratiquement depuis son adhésion à l'Union européenne le 1er mai 2004, pour l'accueil de l'Ukraine dans cette Union. De même, ces diasporas ont largement soutenu le mouvement Euromaïdan³⁸ de 2013-2014 contraignant le président Viktor Ianoukovitch à s'enfuir en février 2014.

La guerre installée en février 2022, les diasporas ukrainiennes ont exercé deux rôles essentiels. Le premier a consisté à contribuer à l'accueil des Ukrainiens, femmes, enfants et personnes âgées qui ont fui l'Ukraine dès le début de l'offensive russe, les hommes âgés de 18 à 60 ans étant massivement restés en Ukraine pour combattre l'armée russe. Ces réfugiés ukrainiens se sont, *grosso modo*, répartis au prorata de l'importance des diasporas ukrainiennes, ceci combiné, bien entendu, avec une logique de proximité. L'exode de millions d'Ukrainiens, fin février, puis les mois suivants, s'est effectué principalement dans les pays limitrophes en Pologne, en Hongrie, en Moldavie ou en Roumanie et aussi en Europe de l'Ouest. Cet exode a pu aussi concerner des minorités de l'ouest de l'Ukraine pratiquant le polonais, le hongrois ou le roumain moldave. Une autre minorité à l'extrême sud de l'Ukraine pratique le bulgare, ce qui peut expliquer le départ de certains réfugiés ukrainiens vers la Bulgarie non limitrophe de l'Ukraine.

On s'est souvent étonné de l'accueil des Ukrainiens en Hongrie³⁹. En effet, d'une part, ce pays avait fini par être l'un des plus fermés à l'accueil de migrants originaires du Moyen-Orient en 2015 et, d'autre part, le gouvernement Orban n'a pas souhaité contribuer à aider l'effort de guerre des autorités ukrainiennes, contrairement au rôle essentiel de la Pologne dans ce domaine, avec des formations militaires sur son sol pour les Ukrainiens souhaitant combattre et la mise à disposition de la

38. Euromaïdan est le nom donné à des manifestations en Ukraine qui ont commencé le 21 novembre 2013 à la suite de la décision du gouvernement ukrainien de ne pas signer un accord d'association avec l'Union européenne.

39. Le pape François a même reçu jeudi 21 avril 2022 pour la première fois au Vatican le Premier ministre hongrois Viktor Orban, auquel il a exprimé sa reconnaissance pour l'accueil des réfugiés fuyant la guerre en Ukraine. Puis il s'est rendu en Hongrie du 28 au 30 avril 2023.

frontière polono-ukrainienne pour la fourniture d'armes et de munitions à l'armée ukrainienne. En réalité, la Hongrie n'avait guère apprécié les lois ukrainiennes des années 2010 qui avaient restreint la place des langues minoritaires et notamment celle du hongrois. Dans ce contexte, la Hongrie a malgré tout été ouverte à l'exode des Ukrainiens pour trois raisons :

- l'existence d'Ukrainiens de langue hongroise dans la région orientale de l'Ukraine qui avait longtemps fait partie de l'empire austro-hongrois ;
- l'importance de la diaspora ukrainienne en Hongrie, souhaitant aider ses compatriotes ;
- en outre, il faut souligner l'intensité des échanges courants avec la Hongrie. Cette importance est par exemple mise en évidence à la gare de Debrecen, la deuxième ville de Hongrie par le nombre d'habitants, où le guichet de change monnayant la devise ukrainienne (hryvnia) avec du forint hongrois est très actif.

En revanche, la France a accueilli assez peu d'Ukrainiens en conséquence du faible effectif de sa diaspora. Mais la France a pu servir de terre de transit pour des Ukrainiens souhaitant rejoindre des membres de la diaspora ukrainienne, nettement plus nombreuse en Espagne ou au Portugal qu'en France.

On peut aussi considérer que la mobilisation des diasporas ukrainiennes a exercé un rôle pour encourager l'Union européenne à une prise en considération très rapide et spécifique de l'exode des Ukrainiens. En effet, lors du Conseil Justice et Affaires intérieures du 3 mars 2022 à Bruxelles, les ministres européens ont adopté à l'unanimité le déclenchement de la directive « protection temporaire » de 2001. Elle permet de contourner la procédure d'asile pour éviter une surcharge aux autorités en cas d'« arrivée massive » de personnes en besoin de protection, en offrant une voie rapide et simplifiée pour accéder à une protection dans toute l'UE⁴⁰. Cette protection prévoit également des dispositions relatives à l'hébergement ou aux moyens de subsistance, l'accès à la santé, l'accès au travail et l'accès à l'éducation.

Parallèlement, nombre de pays de l'Union européenne ont pris des mesures de gratuité des transports pour permettre aux exilés d'Ukraine de se déplacer et de rejoindre des membres de leurs diasporas.

40. Ainsi, selon Eurostat, au 31 mars 2023, 3,9 millions de citoyens non européens ayant fui l'Ukraine à la suite de l'invasion russe du 24 février 2022 bénéficiaient d'un statut de protection temporaire dans les pays de l'UE. Les principaux pays accueillant des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine étaient l'Allemagne (1 067 755 personnes ; 27 % du total), la Pologne (976 575 ; 25 %) et la République tchèque (325 245 ; 8 %).

De la nature de la guerre à sa prospective

La guerre élargie le 24 février 2022 s'inscrit dans un « divorce conflictuel »⁴¹ et dans un « imbroglio territorial »⁴² commencés bien auparavant. C'est aussi un conflit de nature asymétrique d'un point de vue idéologique. D'un côté, la Russie s'est toujours pensée comme un empire et agit comme un empire comme le sont, à leur manière, les empires américains ou chinois⁴³. Après l'indépendance de l'Ukraine en 1991, l'empire russe souhaitait continuer d'être considéré comme un grand frère par le vaste État qu'est l'Ukraine d'autant qu'il dépend de lui, compte tenu de l'affectation de la Crimée à l'Ukraine en 1954, pour un large accès à la mer Noire et aux mers chaudes et qu'il ne souhaite nullement l'installation d'armes offensives dirigées contre lui en Ukraine. Or, au moins depuis 1991, les forces qui souhaitent que le « petit frère » s'écarte de toute tutelle de son « grand frère » ont globalement dominé, ce dont témoigne l'évolution des organisations religieuses ukrainiennes, le rapprochement avec l'Union européenne, dont l'interruption de 2013 a été écourtée par Maïdan, ses exigences linguistique et organisationnelle. Ses forces se sont appuyées sur un autre empire, les États-Unis, volontiers interventionniste pour affaiblir Moscou.

Une guerre fratricide et un aveuglement

C'est pourquoi Kiev n'a pas appliqué les accords de Minsk prévoyant une logique de décentralisation et une possibilité de droits linguistiques, éducatifs et culturels différenciés au sein de l'État ukrainien. Ainsi, l'Ukraine se veut une nation unitaire, une nation qui considère que toute restriction de son périmètre de souveraineté acté en 1991 ou d'une identité linguistique unifiée est une atteinte à son identité. Une attitude non nécessairement admise sur tout le territoire et qui entraîne la contradiction fréquente entre deux principes, celui de l'inviolabilité de frontières et celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et l'on songe alors à l'exemple de la Sarre pour laquelle, après plusieurs siècles conflictuels entre la France et des puissances rhénanes, Paris a accepté de privilégier le droit des peuples à disposer

41. Dumont, Gérard-François, « Ukraine et Russie, un divorce toujours conflictuel », *Diploweb.com, la revue géopolitique*, 4 juin 2017.

42. Chamontin, Laurent, « Ukraine : évolutions géopolitiques et imbroglio territorial », *Population & Avenir*, n° 744, septembre-octobre 2019.

43. Garcin, Thierry, « La géopolitique mondiale en forte fragmentation. Quelles dynamiques de puissance pour l'Europe, les États-Unis et la Chine ? », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 37, novembre 2021. <https://doi.org/10.3917/lap.037.0001>

d'eux-mêmes et donc de laisser en 1955 les Sarrois choisir par référendum⁴⁴ leur État de rattachement, qui fut et est l'Allemagne.

Dans ce contexte d'absence de dialogue entre Moscou et Kiev, absence souhaitée par les États-Unis et approuvée *de facto* par l'Union européenne, de mise à l'écart de tout projet de neutralité de l'Ukraine⁴⁵, à l'instar de ce qui s'était passé en 1955 pour l'Autriche⁴⁶, d'attraction accrue d'une Union européenne souhaitant s'élargir, Moscou a déclenché une invasion dans l'espoir de mettre au pas son « petit frère », invasion sans doute jugée facile d'autant que la population de l'Ukraine marquait par l'intensité de son émigration son mécontentement face aux très mauvais résultats économiques de ses gouvernements.

Comme souvent, le plus fort a fait un complexe de supériorité, a eu un excès de confiance, ce qui a conduit à l'inverse du résultat qu'il recherchait. Son aveuglement⁴⁷ l'a conduit à négliger les ressorts identitaires de la nation ukrainienne et l'importance de ses soutiens possibles. L'invasion a donc échoué comme d'autres dans des conditions asymétriques comparables. Pour ne prendre que quelques exemples, les États-Unis ont perdu en Afghanistan comme au Vietnam, et leur conquête rapide de l'Irak en 2003 s'est terminée de façon désastreuse. Quant à

44. Il est également possible de considérer que les Sarrois ont manqué une opportunité alternative, car leur région aurait aussi pu devenir le territoire fédéral, ou plutôt communautaire, d'une Europe en construction, donc le siège des institutions de cette organisation internationale devenue l'Union européenne.

45. Comme l'Ukraine fait partie de ces pays confins, entre-deux régulièrement occupé par des empires ou des puissances proches, le statut de neutralité, dans l'absolu, aurait constitué l'une des solutions à examiner que le président Zelensky n'avait d'ailleurs pas écarté au début du conflit : « Ce point de négociations [...] est en discussion, il est étudié en profondeur par nous » (27 mars 2022). Toutefois, ce statut de neutralité était proposé à cette période par le président Poutine dans des termes difficilement acceptables. En effet, Poutine exigeait non seulement une Ukraine « neutre et non nucléaire », mais de plus démilitarisée (alors que la neutralité est généralement armée), et avait déclaré trois semaines plus tôt : [les autorités ukrainiennes] « doivent comprendre que si elles continuent de faire ce qu'elles font, elles mettent en question l'avenir du statut d'État ukrainien. Et si cela passe, elles en seront entièrement responsables (5 mars 2022). Pourtant, huit ans plus tôt, la Russie avait proposé que « la souveraineté de l'Ukraine, son intégrité territoriale et son statut politique et militaire neutre [soient] garantis par la Russie, par l'Union européenne et les États-Unis et consacrés par une résolution *ad hoc* du Conseil de sécurité de l'ONU ».

46. « Neutralité permanente » inscrite dans la Loi constitutionnelle du 26 octobre 1955 ; voir : Dumont, Gérard-François (direction), *Les racines de l'identité européenne*, Paris, Economica, 1999 ; l'article 2 de la loi précitée précise : « l'Autriche n'adhèrera à aucune alliance militaire et ne tolérera pas l'installation de bases militaires étrangères sur son territoire.

47. Aveuglement il est vrai fréquent dans l'histoire ; voir : Ferro, Marc, *L'aveuglement, Une autre histoire de notre monde*, Paris, Tallandier, 2015.

l'URSS, elle aussi avait fini par échouer en Afghanistan ; au printemps 1989, donc bien avant la chute du mur de Berlin⁴⁸, elle a dû accepter la démocratisation de la Pologne puis l'ouverture du rideau de fer par la Hongrie. Autre exemple, la mise au pas du Timor de l'Est par la puissante Indonésie a débouché sur l'indépendance de cette province. Enfin, pour prendre un seul exemple concernant la France, et sans évoquer le Vietnam ou l'Algérie, le blocus de Monaco par De Gaulle en 1962 a débouché sur un processus de reconnaissance internationale de Monaco, admis à l'Onu et au Conseil de l'Europe.

En Ukraine, la mauvaise prise en compte par Moscou des réalités nationales et militaires, une préparation militaire inadaptée, l'expérience acquise par Kiev après huit ans de guerre dans l'est du pays, l'apport des services de renseignements américain et anglais et probablement de forces spéciales, les moyens otaniens, comme le soutien des gouvernements et des opinions publiques des pays de l'Union européenne et au-delà, a conduit à l'échec⁴⁹ total de la première offensive russe, celle qui envisageait de s'emparer des deux villes principales Kiev et Kharkiv sachant que qui contrôle une capitale politique est souvent considéré comme le « patron » du pays⁵⁰.

Toutefois, le rouleau compresseur russe a pris le contrôle en mars 2022 d'une partie des régions de l'est et du sud de l'Ukraine, agrandissant les territoires de l'Ukraine sécessionnistes depuis 2014. Précisément, la Russie s'est emparé des littoraux auparavant ukrainiens de la mer d'Azov et de territoires sublittoraux sur une profondeur allant jusqu'à 80 kilomètres. Cette conquête a inclus le barrage et la centrale électrique de Nova Kakhovka, le canal de Crimée (fermé depuis 2014 par l'Ukraine), essentiel notamment pour l'agriculture en Crimée, et la centrale électrique nucléaire de Zaporijjia, installation également essentielle pour le sud-ouest de l'Ukraine et la Crimée.

Ce contrôle a été officialisé par un décret de Moscou fin septembre 2022 intégrant quatre oblasts à la Russie (Donetsk, Lougansk, Zaporozhye – Zaporijjia – et Kherson) après les résultats de référendums d'annexion, non reconnus internationalement, organisés le mardi 28 septembre. Pourtant, à cette date, aucun des

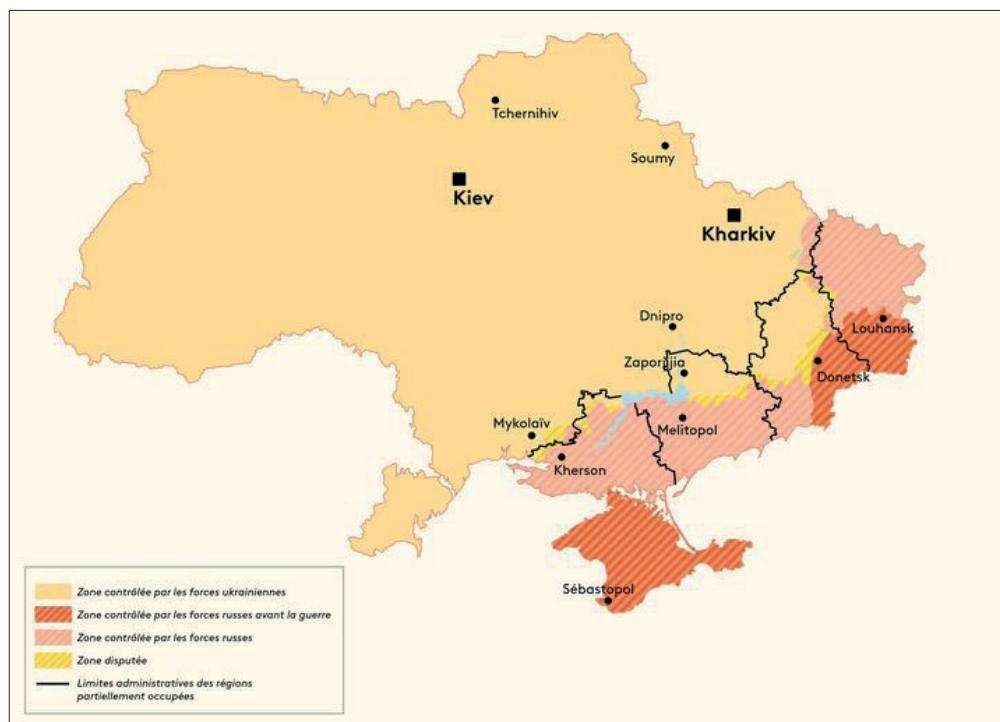
48. Dumont, Gérard-François, « Le mur de Berlin : vie, mort et héritage géopolitique », *Diploweb.com, La revue géopolitique*, 18 octobre 2009.

49. Quitte à recourir à des soldats tchéchènes ou syriens de confession musulmane alors que la guerre en Ukraine se situe au sein de la chrétienté.

50. Dumont, Gérard-François, *Démographie politique, Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.

oblasts ukrainiens concernés n'est entièrement contrôlé par les forces russes ou leurs alliés, une partie restant sous le contrôle de l'armée ukrainienne.

Carte 3. Les régions devenues russes selon Moscou le 29 septembre 2022 et leurs parties non contrôlées par la Russie à cette date



Il en résulte un immense front, environ 1200 km, double de celui entre la France et l'Allemagne pendant la Grande Guerre. Plusieurs scénarios sont possibles parmi lesquels : un statu quo consécutif à un cessez-le-feu sur une ligne issue du résultat des combats, un traité de paix résultant d'une négociation probablement voulue par le seul État en position de l'imposer, les États-Unis, ou encore un élargissement du conflit à l'initiative ou non d'une Russie qui considérerait que l'ennemi n'est pas l'Ukraine, mais l'Otan. Autrement dit, ce qui est devenu une sorte de guerre par procuration entre l'Occident et la Russie, avec les militaires pour l'essentiel ukrainiens, et ayant installé un nouveau « rideau de fer », se transformerait en une guerre directe opposant la Russie à des pays de l'Otan, avec probablement des actions violentes menées à l'arrière du ou des fronts par les belligérants.

Deux certitudes et une question

Quoi qu'il en soit, poursuite de la guerre sur plusieurs années, victoire de l'un des belligérants suivie ou non de rapports conflictuels ou s'apaisant, élargissements du conflit, deux certitudes sont probables. La première est que l'Ukraine, ayant ou non recouvré ses frontières de 1991, sortira exsangue de la guerre, exsangue d'abord d'un point de vue démographique. La guerre se traduit et se traduira probablement par plusieurs centaines de milliers de morts et encore plus de blessés⁵¹. L'on songe alors à la France victorieuse en 1918, mais exsangue avec ses 1 350 000 morts⁵².

Seconde certitude, l'Ukraine sera aussi exsangue économiquement, probablement plus que la France de 1918. En effet, la Grande guerre s'est cantonnée sur environ un cinquième du territoire français, il est vrai sur des territoires très industrialisés. En revanche, du fait des tirs russes mais aussi des tirs ukrainiens sur les territoires à reconquérir, la guerre d'Ukraine fait des dégâts sur l'ensemble des territoires des frontières de 1991, détruisant des infrastructures, des équipements publics, des établissements économiques, des logements...

Le bilan humain et matériel de la guerre commencée en 2014 et élargie en 2022 ne peut qu'être très lourd. Que ce soit pour revenir aux frontières de 1991 ou pour un arrêt des combats sur une ligne de cessez-le-feu, les commentateurs du futur diront probablement « tout ça pour ça », faisant référence à la longue guerre Iran Irak des années 1980 qui s'est conclue sur le maintien de la frontière préexistante ou à la première guerre du Golfe qui a permis au Koweït de recouvrer son indépendance.

Dans le cas d'une reconquête par l'Ukraine de ses territoires de 1991, il faut se poser la question de l'acceptation de cette reconquête par les populations des oblasts de l'est et de la Crimée. On se souvient que, au lendemain de la Première Guerre mondiale, la France a réussi l'intégration de l'Alsace et de la Moselle reconquises pour trois raisons. D'abord, en dépit de la conquête prussienne de 1870, les populations de ces territoires ne se considéraient pas d'identité allemande, ce dont témoigna par ses dessins Jean-Jacques Waltz (1873-1957) dit Hansi⁵³. En deuxième lieu, Berlin n'avait offert aucune autonomie à l'Alsace-Moselle et géré ces territoires conquis de façon centralisée. En troisième lieu, Paris est parvenu à mettre

51. Le coût démographique et économique de la guerre est également élevé pour la Russie, mais notre analyse est ici centrée sur l'Ukraine.

52. Sans oublier les très lourdes pertes humaines, matérielles et financières des autres belligérants. C'est pourquoi Oswald Spengler publie *Le Déclin de l'Occident* (1918 et 1922) et le géographe Albert Demangeon *Le déclin de l'Europe* (Paris, Payot, 1920).

53. Voir son musée à Colmar.

entre parenthèses son jacobinisme habituel en acceptant que l'Alsace et la Moselle puissent conserver des réglementations propres de la période 1871-1918, donc bénéficient d'une certaine autonomie. Reconquérir les oblasts de l'est et la Crimée sans que Kiev offre à ces régions la prise en compte de leurs particularités relèverait d'un aveuglement impliquant des effets négatifs à terme.

La guerre d'Ukraine conduit à rappeler une phrase du discours de Verdun du 14 juillet 1919 de Georges Clemenceau : « Il est plus facile de faire la guerre que la paix ». Et ne faut-il pas compléter cette phrase en écrivant : « Il est plus facile d'élargir le périmètre d'une guerre que de faire la paix » ? Certes, la guerre d'Ukraine pourrait ne pas devenir une troisième guerre mondiale puisque de nombreux pays du Sud, comme le Brésil ou l'Inde, se sont abstenus lors des résolutions de l'Onu contre la Russie, considérant que cette guerre ne les concerne pas directement et ne voulant pas s'aligner sur un Occident dont ils rejettent les attitudes souvent impérialistes. Toutefois, et cela s'est déjà constaté notamment avec la question des livraisons de céréales et d'engrais, de nombreux pays du Sud subissent indirectement la guerre d'Ukraine. C'est en cela que c'est une guerre dont les conséquences sont globales même si, espérons-le, elle ne deviendra pas mondiale. ■

Éléments bibliographiques

- Ardillier-Carras, Françoise, Dumont, Gérard-François, « La guerre pour quelles frontières ? L'exemple du Haut-Karabagh dans le sud Caucase », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 30, décembre 2020. <https://doi.org/10.3917/lap.030.0001>
- Bellis, Gil, Léger, Jean-François, Parant, Alain, « Face à la Russie, l'union des populations de Pologne et d'Ukraine peut-elle peser ? », *Population & Avenir*, n° 759, septembre-octobre 2022.
- Bellis, Gil, Léger, Jean-François, Parant, Alain, « Un atout géopolitique pour la Russie : la dynamique de sa population. De la chute de l'URSS à la guerre avec l'Ukraine, la résilience de la démographie russe », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 40, juillet 2022, <https://doi.org/10.3917/lap.040.0001>
- Berg, Eugène *Ukraine*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2023, p. 177.
- Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, témoignage écrit en 1940, Paris, réédition Gallimard, 1990.
- Brzeziński, Zbigniew, *Le grand échiquier*, Paris, Bayard, 1997, p. 19.
- Chamontin, Laurent, « Ukraine : évolutions géopolitiques et imbroglio territorial », *Population & Avenir*, n° 744, septembre-octobre 2019.
- Chinsky, Pavel, « Les sanctions contre Moscou ne font que renforcer le système Poutine », *Le Monde*, 15 août 2014, p. 16.
- Demangeon, Albert, *Le déclin de l'Europe*, Paris, Payot, 1920.

- Dumont, Gérard-François, « L'Ukraine face à la guerre : géopolitique et population », *Population & Avenir*, n° 758, mai-juin 2022.
- Dumont, Gérard-François, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, prospectives*, Paris, Armand Colin, 2018. <https://doi.org/10.3917/arco.dumon.2018.02>
- Dumont, Gérard-François, « Ukraine et Russie, un divorce toujours conflictuel », *Diploweb.com, la revue géopolitique*, 4 juin 2017.
- Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre, *Géopolitique de l'Europe*, Paris, Armand Colin - Sedes, 2014.
- Dumont, Gérard-François, « Plaidoyer pour une géopolitique de terrain : le cas de la géopolitique de la Russie vue de ses périphéries », *Géostratégiques*, n° 24, juillet 2009.
- Dumont, Gérard-François, « Le mur de Berlin : vie, mort et héritage géopolitique », *Diploweb.com, La revue géopolitique*, 18 octobre 2009.
- Dumont, Gérard-François, « L'Ukraine est-elle pour la Russie un pays étranger ? » dans : Wackermann, Gabriel (direction), *La Russie*, Paris, Ellipses, 2007.
- Dumont, Gérard-François, *Démographie politique, Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.
- Dumont, Gérard-François (direction), *Les racines de l'identité européenne*, Paris, Economica, 1999.
- Ferro, Marc, *L'aveuglement, Une autre histoire de notre monde*, Paris, Tallandier, 2015.
- Garcin, Thierry, « La géopolitique mondiale en forte fragmentation. Quelles dynamiques de puissance pour l'Europe, les États-Unis et la Chine ? », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 37, novembre 2021. <https://doi.org/10.3917/lap.037.0001>
- Musiał, Stanislas, « La Pologne et la crise migratoire en Europe », *Population & Avenir*, n° 733, mai-juin 2017.
- Orcier, Pascal, « Guerre en Ukraine : quelques clés sur un conflit en cours », *Géoconfluences*, mai 2022.
- Reymond, Mathias, « Médias français en campagne ukrainienne », *Le Monde diplomatique*, août 2014.
- Sardon, Jean-Paul, « La population des continents et des États en 2021 », *Population & Avenir*, n° 755, novembre-décembre 2021.
- Sokoloff, Georges, « Les racines du conflit », *Politique internationale*, n° 144, été 2014.
- Spengler, Oswald, *Le déclin de l'Occident* (2 tomes 1918-1922), Paris, Gallimard, 1948, réédition 2000.
- Taranko Acosta, Nikita, « Ukrainisation à marche forcée », *Le Monde diplomatique*, mai 2019.